

## **Communiqué de Presse de la Filpac-CGT sur la liquidation d'Arjo Security L'État laisse détruire un fleuron industriel national**

Depuis plus d'un mois, les 240 salariés de la société Arjo Security sont livrés à un triste sort, suite à la liquidation de leur entreprise.

Cette société liquidée le 7 janvier par le Tribunal de commerce a été victime d'un pool d'actionnaires véreux, soutenus par le ministère de l'Économie et ayant bénéficié d'un apport d'argent public.

En effet, la Banque Publique d'Investissement, ancien actionnaire du groupe Sequana - propriétaire, d'Arjo Security - lui a versé en 2014 plus de 250 millions d'euros, puis lors de la cession de l'entreprise, en avril 2018, plus de 30 millions d'euros supplémentaires.

Les « actionnaires » ont empoché une partie de la somme et disparu peu de temps après, sans avoir honoré les engagements pris devant les pouvoirs publics et les salariés.

Arjo Security produisait le papier sécurisé pour les passeports, les cartes grises et les chèques de banque. Elle fabriquait aussi le papier des banques pour une centaine de pays.

Il y a déjà plus d'un mois que nous avons écrit au ministre de l'Économie, dont la responsabilité dans ce dossier est plus qu'évidente.

Les préfectures commencent à être en pénurie de papier de cartes grises et cela ne saurait tarder pour ce qui concerne la réalisation des passeports.

Nous avons également alerté les ambassades des pays concernés par la fabrication de leur monnaie fiduciaire. Certaines d'entre elles ont pris contact avec notre fédération, stupéfaites de découvrir que l'ensemble des éléments de sécurité liés à la fabrication de leur monnaie, était sous la protection exclusive de salariés licenciés et de leur syndicat CGT.

Prises de panique, elles ont saisi les autorités de leur pays et s'inquiètent pour les stocks de papier de banque, de poinçons et de filigranes de sécurité de leur monnaie, déjà fabriqués et toujours en attente dans la papeterie.

L'État français reste muet et injoignable malgré cette situation des plus préoccupantes, tant pour ces pays que pour notre industrie de haute technologie qui se trouve remise en cause par cette attitude irresponsable.

La décision appartient aujourd'hui à l'État français quant au maintien de cette papeterie au savoir-faire reconnu mondialement.

Une nationalisation temporaire, permettant la continuité de la production des papiers sécurisés nationaux et des billets de banque de plus d'une centaine de pays demeure l'unique solution.

À défaut, notre pays verra en outre un nouveau fleuron industriel rentable disparaître et 240 salariés livrés aux affres du chômage.

Fait à Montreuil le 13 février 2019

Le secrétariat fédéral de la Filpac-Cgt